

Unité bidépartementale Eure-Orne
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



RADIOR FRANCE

Ecoparc
3 allée des Merisiers
27400 HEUDEBOUVILLE

Références :
Code AIOT : 0005800563

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement RADIOR FRANCE implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 HEUDEBOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une mise en demeure a été prononcée en date du 4 mai 2020 portant sur l'absence de clôture sur le périmètre du site, la foudre, les risques associés aux stockages du bâtiment principal et l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal.

L'inspection du 9 juillet 2021 a permis de lever les points de la mise en demeure sur la foudre et les risques associés aux stockages du bâtiment principal. La visite n'a pas permis de lever le contrôle à distance des accès (article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1997) et l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal (article 3.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1997) de la mise en demeure du 4 mai 2020.

L'objectif de la visite du 15 novembre 2022 est de vérifier les dispositions prises par l'exploitant pour respecter la mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RADIOR FRANCE
- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 HEUDEBOUVILLE
- Code AIOT : 0005800563

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression. L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville et emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production. Le site est autorisé pour le stockage et l'emploi de solides inflammables ; il est soumis à déclaration :

- pour son activité d'emploi/fabrication de colorants et pigments (rubrique 2640) ;
- pour ses autres stockages : sous la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique) et sous la rubrique 4331 (liquides inflammables).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mai 2020
- Détection incendie
- poteaux incendie
- plan de gestion des solvants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Rétention des produits liquides	AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1	Inspection du 04/05/2020	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion et prévention des risques	AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1	Inspection du 04/05/2020	Sans objet
3	Réseau d'eau incendie	Autre du 09/07/2021	Inspection du 09/07/2021	Sans objet
4	Système interne d'alerte fonctionnel	Autre du 09/06/2021	Inspection du 09/07/2021	Sans objet
5	Plan de gestion des solvants	Autre du 09/07/2021	Inspection du 09/07/2021	Sans objet
6	Matériels à proximité des parois de l'établissement	Autre du 09/07/2021	Inspection du 09/07/2021	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 9 juillet 2021 a permis de lever deux points de la mise en demeure du 4 mai 2020,

celui sur la foudre et celui sur les risques associés aux stockages du bâtiment principal. L'inspection du 15 novembre 2022 permet de lever un point de la mise en demeure du 4 mai 2020, portant sur l'absence de clôture sur le périmètre du site. Néanmoins le point portant sur l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal, n'a pas pu être levé. Des rétentions ont été ajoutés par l'exploitant sauf sous les produits "offsets conventionnels" qui sont des encres visqueuses se situant dans la zone 1H. L'exploitant indique que le dernier point de la mise en demeure du 4 mai 2020, sera résolu lors de la construction de son nouveau bâtiment qui devrait être opérationnel en 2023. L'exploitant envisage de déplacer ces encres "offsets conventionnels" dans le nouveaux bâtiment qui sera intégralement sur rétention.

L'arrêté de mise en demeure n°DELE/BERPE/20/602 du 4 mai 2020 ne peut pas être levé.
L'inspection propose une consignation de somme.

L'exploitant à répondu aux 4 écarts annotés lors de l'inspection du 9 juillet 2021 (localisation du poteau incendie, son état, son débit, sa pression, réalisation des travaux suite au rapport de janvier 2019 de CEMIS, finalisation du plan de gestion des solvants et le communiquer annuellement aux inspecteurs, ne pas stocker de matériel à proximité des murs de son établissement).

L'exploitant doit répondre aux observations de l'inspections sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion et prévention des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Clôture de l'ensemble du site afin d'empêcher un libre accès aux personnes étrangères. Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, les inspecteurs ont constaté que l'exploitant à fait entièrement clôturer son site, cependant le portail est constamment ouvert pendant les périodes d'ouverture de l'établissement, sans contrôle des accès. Les personnes étrangères à l'établissement peuvent avoir un accès libre aux installations : un contrôle des accès à distance doit être mis en place.
Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspectrice, la facture éditée le 13 juin 2022 par la compagnie normande des clôtures portant sur la fourniture et la mise en place d'un portail pivotant d'une hauteur de 2 mètres. L'inspectrice a constaté que l'exploitant a installé un double portail à l'entrée de son site. Un premier portail donne accès au parking visiteurs. Ce premier portail reste ouvert pendant les horaires de travail et est fermé en dehors des heures d'ouvertures. Un interphone à l'entrée des locaux, permet aux visiteurs de se présenter à l'accueil. Le second portail donne un accès aux installations. Ce portail est constamment fermé et dispose d'un dispositif de contrôle des accès.
Observations : Ce point de mise en demeure peut être levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des produits liquides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Mettre en œuvre les rétentions suffisamment dimensionnées et adaptées. Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, l'inspection a demandé l'exploitant de transmettre à monsieur le préfet de l'Eure un plan d'actions (solution d'aménagement prévue prenant en compte les risques des produits notamment les inflammables) avec échéancier de travaux en vue de se mettre en conformité sur la problématique de l'absence de rétention ainsi que le porter à connaissance portant sur l'extension du nouveau bâtiment.</p> <p>Constats : Des rétentions ont été ajoutées par l'exploitant dans les zones 1A, 1I, 1F, 1H, 1K, 1R et 1Q. L'exploitant précise que la totalité du stockage présent dans le bâtiment 1H n'a pas pu être placée sous rétention. Il explique que le coût est trop important et que la mise sous rétention totale sera résolue avec la mise en exploitation du futur bâtiment que l'exploitant projette de construire en 2023. Également, l'exploitant indique que dans la zone 1H, il manque de place. Il explique que le volume de stockage est important, ce qui implique un dimensionnement important des bacs de rétentions. De plus s'il met des bacs de rétentions au sol, il ne peut plus stocker dans le niveau le plus bas de son rayonnage. Il précise que les pots des encres visqueuses se situant sur le rayonnage le plus bas de la zone 1H du site ne peuvent pas être stockées dans un autre emplacement par manque de place.</p> <p>L'exploitant précise que les produits qui ne sont pas sur rétention sont les offsets conventionnels qui sont des encres visqueuses dans des contenants de 1kg.</p> <p>Ce point de mise en demeure ne peut pas être levé. L'inspection propose une consignation de somme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 3 : Réseau d'eau incendie

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Poteaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, il a été demandé à l'exploitant de connaître la localisation du poteau incendie, son état, son débit, sa pression conformément à l'article 4.14.1 de l'AP du 12 février 1997</p> <p>Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection, par courriel le 28 septembre 2021, le débit en m³/h à 1 bar des poteaux incendies se situant au plus près de son de l'installation. Le document n'indique pas la date de la vérification des poteaux incendie. Le débit annoncé par l'exploitant est conforme à l'article 4.14.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 février 1997.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que le SDIS est venu visiter son établissement. Le SDIS a informé l'exploitant que le panneau zonage ATEX ne devait pas être implanté sur tout le bâtiment liquide inflammable mais uniquement sur 2 zones de ce bâtiment.</p> <p>Observations : L'exploitant doit annoter la date de vérification des poteaux incendies sur le document qu'il transmet à l'inspection et la distance entre les poteaux incendies et l'installation. L'exploitant doit procéder aux modifications énoncées par le SDIS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Système interne d'alerte fonctionnel

Référence réglementaire : Autre du 09/06/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Système interne d'alerte fonctionnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, l'exploitant n'a toujours pas procédé aux travaux prescrits dans le rapport de janvier 2019 de CEMIS : détection incendie absente de certains bâtiments, détecteur mal répartis, alarme sonore inaudible dans une partie du bâtiment, démantèlement des détecteurs ioniques. L'exploitant doit réaliser les travaux de mise en sécurité, préconisés dans le rapport de CEMIS.
Constats : L'exploitant a renouvelé la totalité des détecteurs de l'établissement et a remplacé la centrale de mise en sécurité incendie. L'exploitant a communiqué à l'inspection, la facture des travaux de Stanley security du 2 juin 2022, ainsi que les plans de recollement de l'implantation des détecteurs de fumée édités le 10 juin 2022. L'exploitant a présenté à l'inspection la déclaration de conformité ou d'installation au référentiel APSAD R7 réalisé par Stanley Sécurité France, le 6 juillet 2022. Le document stipule que l'installation a été mise en service et réceptionnée le 30 mai 2022. Néanmoins, Stanley n'a pas coché les cases stipulant que les travaux et la validation de l'installation a été réalisés par leur soin. La case surveillance partielle est cochée par Stanley sécurité car il a en charge uniquement la télésurveillance sur la détection. La télésurveillance de l'intrusion étant réalisée par Chubb Delta. La centrale de mise en sécurité incendie affiche Hors service : Zone : 0015. L'exploitant indique avoir prit contact avec le prestataire pour corriger le défaut du détecteur. Il précise que malgré l'affichage "Hors Service" sur un détecteur, la centrale est en fonctionnement.
Observations : L'exploitant doit transmettre à l'inspection, le bordereau d'intervention du prestataire pour la réparation du défaut indiqué par la centrale ainsi qu'une photo de la centrale n'indiquant plus "Hors service". L'exploitant doit confirmer auprès de Stanley Sécurité France les informations sur la réalisation et la validation de l'installation de détection automatique d'incendie sur le document "Déclaration de conformité ou d'installation au référentiel APSAD R7" du 6 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, il a été rappelé à l'exploitant de finaliser le plan de gestion des solvants et le communiquer annuellement aux inspecteurs.
Constats : L'exploitant a communiqué aux inspecteurs, par courriel le 28 septembre 2021, le plan gestion des solvants 2020. Les émissions totales de COV en 2020 pour l'établissement sont de 328,53kg. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le plan gestion des solvants 2021. En 2021, les émissions totales de COV sont de 1251.21kg.
Observations : L'exploitant consomme annuellement plus de 30 tonnes par an de solvant, ainsi l'exploitant doit transmettre annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informer de ses actions visant à réduire leur consommation (article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Matériels à proximité des parois de l'établissement

Référence réglementaire : Autre du 09/07/2021
Thème(s) : Risques chroniques, Matériels à proximité des parois de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors de l'inspection du 9 juillet 2021, il a été demandé à l'exploitant de ne pas stocker de matériel à proximité des murs de son établissement.
Constats : L'exploitant a désencombré le pourtour du bâtiment. Il reste uniquement 3 bacs de rétention de stockés à proximité d'une paroi du bâtiment.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet